

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 7 MARS 1979 - N° 868

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Les troupes chinoises se retirent du Vietnam

Le gouvernement chinois a annoncé que dès le 5 mars, ses troupes qui sont intervenues au Vietnam ont commencé à se retirer totalement à l'intérieur du territoire national.

Il a rappelé que la Chine ne revendique «aucun pouce du territoire vietnamien» mais ne permet pas qu'on envahisse son propre territoire.

Dans le même temps, le gouvernement vietnamien prenait une série de mesures destinées à faire croire à une aggravation du conflit. Par ailleurs, l'URSS et le Vietnam ont accusé la Chine de masser des troupes à la frontière laotienne. Cette rumeur peut annoncer une provocation contre la Chine à partir du territoire laotien ou du Vietnam.

Lire en page 7

Barre : «l'augmentation du chômage, pas dramatique !»

Le chômage ? Il n'est pas si catastrophique que ça. La hausse des prix ? Elle sera en diminution cette année. La sidérurgie ? 100 000 sidérurgistes peuvent faire le travail de 150 000. Les luttes actuelles ? Il y a des syndicalistes «responsables» et des groupes extérieurs qu'il faut réprimer. Voilà quelques-unes des réponses de Barre lundi soir à la télévision. Un Barre plus arrogant que jamais, et qui entend bien s'accrocher à son fauteuil de Premier ministre.

Lire en page 8

Sidérurgie : marcher sur Paris d'accord, mais pas pour rien !

Lire en page 2

Région parisienne De nouveaux centres de tri en grève !



A Créteil, lundi après-midi, les flics empêchaient les grévistes de pénétrer dans le centre.

Centre de tri de Pontoise, dans la zone industrielle de Saint-Ouen-l'Aumône : mardi matin, les flics sont intervenus à 7 heures, pour évacuer le centre, et rouvrir les grilles cadenassées par les grévistes ! Dans la matinée, ils étaient toujours devant le centre, tandis que les grévistes avaient réintégré leurs locaux. C'est le 4^e centre

de tri où la police intervient en quelques jours : Trappes, Evry, Créteil, Pontoise... Ailleurs, les grévistes s'attendent à la même répression. A Issy-les-Moulineaux et Bobigny, ils ont, dès lundi soir, bloqué les entrées de camions.

Lire en page 3

MERCREDI, UNE JOURNEE SANS CHEMIN DE FER

Dans la journée de mercredi, aucun train ne circulera. La grève, commencée pour certains dès mardi à 20 heures et se poursuivant pour d'autres jusqu'à jeudi à 6 heures, a été décidée par l'ensemble des organisations syndicales de cheminots pour le jour même de la discussion du contrat d'entreprise entre l'Etat et la SNCF.

Il s'agit en l'occurrence d'un contrat lourd de menaces : 30 000 cheminots en moins d'ici 1982 ; mise en cause du statut du cheminot...

Dans de nombreux endroits, des organisations d'usagers doivent participer à ce mouvement.

Lire notre dossier en pages 4 et 5 :

- La SNCF rentabilisée aux frais des cheminots et des usagers
- Pour une action commune cheminots-usagers !

LUTTES OUVRIERES

SIDERURGIE : MARCHER SUR PARIS D'ACCORD ! MAIS PAS POUR RIEN !

Une polémique s'est engagée autour de la perspective d'une marche sur Paris. La direction CGT la veut interprofessionnelle, interrégionale, à partir des régions touchées par la crise, le Nord, la Lorraine et la Loire. La CFDT estime qu'il est préférable, dans l'immédiat, que cette marche soit celle des seuls sidérurgistes. *L'Humanité* du 5 mars accuse grossièrement la CFDT de maintenir «une position en retrait par rapport à la combativité des populations concernées».

Après avoir lancé un ultimatum aux autres syndicats, la direction de la CGT a décidé unilatéralement d'une date pour sa marche : ce sera le 23 mars.

De leur côté, les militants CFDT de la sidérurgie du Valenciennois et de la région de Longwy ont exposé leur projet au cours d'une conférence de presse tenue samedi dernier à Valenciennes : ils organiseraient une marche des sidérurgistes du Nord et de Lorraine sur Paris dans la période du 15 au 20 mars. Une réunion est prévue mercredi 7 mars pour en arrêter les modalités.

Monter à Paris, en soi, peut être intéressant pour les travailleurs : encore faut-il que ce soit dans la perspective de la construction du rapport de forces dans la longue et difficile lutte contre le chômage. De ce point de vue, plusieurs remarques méritent d'être faites à propos de l'actuelle polémique :

— S'agit-il (une fois de plus) d'une «promenade de santé» comme disent de nombreux sidérurgistes ? Ira-t-on défiler dans les rues de Paris pour revenir

ensuite au point de départ, guère plus avancé qu'avant ? De plus en plus nombreux, les travailleurs rejettent ce type d'action traditionnelle (ou du moins s'interrogent à son sujet) au profit des actions dures, résolues, audacieuses, efficaces.

— Organiser une montée sur Paris peut être très positif pour autant que cela ne détourne pas les travailleurs en lutte des problèmes qui se posent sur le terrain, tous les jours, pour faire progresser la construction du rapport de forces, que ce ne soit pas un moyen de faire dévier les travailleurs des objectifs qu'ils se fixent. De ce point de vue, il semble bien que certains parti politique de gauche espèrent récupérer cette mobilisation, s'appuyer dessus, en faire une masse de manœuvre, la détourner de ses buts initiaux : vers la session extraordinaire du parlement par exemple. Le risque existe.

— Un rassemblement interprofessionnel de tous ceux qui veulent lutter contre le chômage est, *a priori* positif. Mais il faut au moins deux conditions : 1°) Que cette action serve réellement la lutte. 2°) Que les travailleurs les plus combattifs, ceux qui sont en première ligne à un moment donné, ne se retrouvent pas noyés dans une addition de mécontentement — fort légitime au demeurant — mais soient au contraire les éléments dynamiseurs d'un tel rassemblement. Il semble que la direction CGT ne se soit pas prononcée clairement sur ce point.

Telles sont, pour l'instant, les questions en débat à propos de cette initiative de marche sur Paris. Les militants de Longwy, ceux de Denain, et avec eux

de nombreux travailleurs, opposent un ferme refus aux actions-bidons qui, soit ne servent pas au renforcement de la lutte, soit sont décidées pour des buts qui n'ont rien à voir avec la lutte résolue aujourd'hui à l'ordre du jour, notamment dans la sidérurgie. Le souvenir est très présent dans les mémoires des manifestations de Metz le 14 janvier, et de Valenciennes le 16 février. Certes, il s'agissait de rassemblements très importants : mais les sidérurgistes, ceux-là même qui étaient concernés au premier chef, y avaient été noyés, et de surcroît fortement encadrés pour éviter toute initiative n'allant pas dans le sens des directions syndicales, et tout particulièrement de la CGT. Ils avaient commencé à engager toute une série d'actions spectaculaires, offensives : et ils se retrouvaient là, bridés, dépossédés de l'initiative, ne sachant pas trop où on les emmenait. Beaucoup avaient été très déçus. Ce n'était ni le point de départ, ni l'aboutissement de la démarche de lutte active dans laquelle ils s'étaient engagés. A présent, ils mettent des conditions à leur participation à ces actions «venues d'en haut».

Alors, d'accord pour une action du type de la marche sur Paris : mais avec des objectifs clairs, précis, mobilisateurs, qui correspondent à ce que veulent les travailleurs aujourd'hui et qui soient à la hauteur des exigences d'une lutte efficace contre le chômage. Et seulement à ces conditions.

Gérard PRIVAT

POLITIQUE

● Europe : 6,5 millions de chômeurs

Selon la CEE, il y avait en Europe, à la fin du mois de janvier, 6,5 millions de chômeurs, soit 6,5 % de la population active. En janvier, le nombre des chômeurs a baissé en Irlande (-10,5 %), au Luxembourg (-9,7 %), en Grande-Bretagne (-6 %), en RFA (-3,5 %) ; il a par contre augmenté en France (+20 %), au Danemark (+4,7 %), en Belgique (+3 %), en Italie (+2,9 %) et aux Pays-Bas (+1,9 %).

● Remous au RPR

Le comité central du RPR, réuni mardi après-midi, prépare un grand rassemblement de chiraquiens, prévu pour le 31 mars. Mais c'est une autre affaire qui préoccupe le RPR : selon *Le Figaro*, Yves Guéna aurait donné sa démission de «conseiller politique» du RPR. Il reproche à Chirac son manque de concertation, et ses mauvaises relations avec les parlementaires.

LE PSU PREPARE LES ELECTIONS EUROPEENNES

Le PSU prend l'initiative de constituer une liste en vue des élections européennes du 10 juin prochain. C'est la principale décision qu'a prise la conférence nationale sur l'Europe que le PSU a réunie dimanche dernier. Cette liste devrait être ouverte à toutes les «minorités», écologistes, régionalistes, féministes, etc.

Comme à son habitude, le PSU n'entend pas «rater» une échéance électorale. En 1978, pour les législatives, il avait mis sur pied un «front autogestionnaire» lui permettant de rallier quelques écologistes. Cette année, le PSU voit plus large : la liste qu'il voudrait mettre en place serait ouverte aux écologistes, aux régionalistes, aux féministes, et aux «groupes de gauche qui ne se reconnaissent pas aujourd'hui dans les politiques proposées par le PC, le PS et le MRG». Cette liste n'est actuellement qu'à l'état d'élaboration : René Dumont a donné son accord pour la conduire «pour autant qu'elle ait une ouverture écologiste suffisante». Toujours en ce qui concerne les écologistes, des discussions sont en cours avec «Europe-écologie», qui vient de faire des propositions de même type. Le mouvement breton UDB a donné son accord, et des discussions sont en cours avec les autres régionalistes. Enfin, le PSU se propose de prendre contact avec les animateurs du manifeste «*Mon pays escorté*» qui viennent

de rompre avec les tentatives de mainmise du PCF.

L'initiative du PSU se situe en fait sur deux niveaux. Il s'agit d'une part de se battre pour la «représentation politique des minorités dans ce pays». Le PSU pense qu'en associant divers mouvements, les manœuvres de la bourgeoisie tendant à écarter tous les petits partis pourront être tournées. La loi électorale française est, il est vrai, particulièrement scandaleuse : pour présenter une liste en juin, il faut d'abord verser 100 000 francs (nouveaux) de caution. Il faudra ensuite prendre en charge les frais de campagne «officielle» (bulletins, professions de foi, etc...) dont le coût total peut être apprécié autour de 3 millions. Ces 3 millions ne seront remboursés qu'à concurrence de 5 % des voix. Enfin, les listes de partis «non représentés au parlement» n'auront droit qu'à un total de 30 minutes à la télévision, avec un maximum de 5 minutes par liste ! Le PSU espère qu'en additionnant les petits scores de chaque mouvement, le total de 5 % pourra être

atteint. Si l'on en juge par la conférence de presse qu'a donnée le PSU, il semble bien que ces problèmes tactiques, arithmétiques et comptables aient pris le devant de la discussion à la conférence nationale. Le PSU a pourtant une position de fond quant à l'Europe, et c'est cette position qu'il met en préalable à toute association :

«Dénoncer le processus d'intégration européenne, et susciter la coopération des forces sociales, politiques et populaires en Europe capables de mettre en échec la politique de redéploiement industriel et de chômage qui est celle du pouvoir». A ce titre, le PSU participe au regroupement européen qui s'effectue actuellement «contre les institutions européennes de la bourgeoisie». La particularité de ce regroupement européen, c'est de passer totalement sous silence la situation internationale, et la place de l'Europe dans celle-ci. Rien ne prouve aujourd'hui que la liste souhaitée par le PSU verra le jour. Si elle existait cependant, force est de constater qu'il s'agirait d'une liste hétérogène, faisant campagne sur des questions certes réelles, mais marginales, et surtout négligeant un aspect fondamental, celui de la manière dont l'Europe doit se situer par rapport à la situation internationale.

LE PCF ET LE NUCLEAIRE : AILLEURS !

Récemment, Marchais, à l'occasion d'un voyage en Bretagne déclarait : «Nous sommes opposés au tout-nucléaire (...) mais la Bretagne doit envisager le recours à ce type d'énergie». Un pavé dans la mare du candidat PCF aux cantonales à Plogoff qui fait campagne contre l'implantation d'une centrale sur ce site qui, vient-il de déclarer «ne convient pas». Il n'a pas précisé quels sites convenaient à la Bretagne.

ASSEDIC : HAUSSE DES COTISATIONS

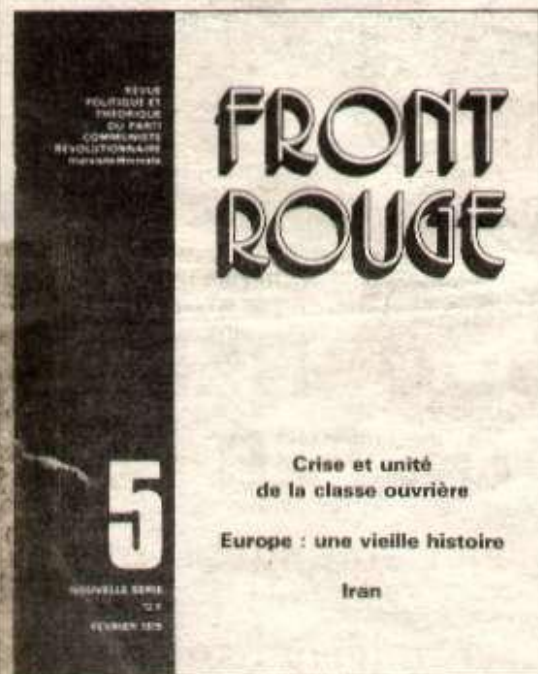
Au cours d'une conférence de presse, Bergeron a déclaré lundi qu'il fallait s'attendre à une hausse de 4 % des cotisations pour combler le «trou» de l'ASSEDIC. Rappelons que le «syndicaliste» exerce d'importantes responsabilités dans cet organisme.

LES SYNDICATS CHEZ LES PATRONS DE LA SIDERURGIE

Mardi et mercredi, les organisations syndicales de la sidérurgie devaient rencontrer le patron du directoire de Sacilor, Jacques Mayoux et Claude Etchegaray PDG d'Usinor-Chatillon-Neuves-Maisons. Personne ne s'attend à ce que quelque chose d'important sorte de ces rencontres.

Jeudi, les organisations syndicales rencontreront à nouveau Boulin.

Front Rouge N° 5 est paru



PASSEZ VOS COMMANDES A
FRONT ROUGE BP 68, 75 019 PARIS
12 F + PORT

LUTTES OUVRIERES

CENTRE DE TRI DE LA REGION PARISIENNE : LA GREVE S'ETEND

• Lundi soir,

Bobigny CT (Seine-Saint-Denis). La grève se poursuit, les postiers ont bloqué les portes, et empêchent donc les camions de rentrer.

Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) : même situation.

Orly CT est parti en grève à 70 %.

Austerlitz : Grève également, suivie à 50 %.

Dans la journée de lundi, les centres de tri de la gare du Nord, de la gare de l'Est, de Tolbiac, du Landy, et de Paris Brune ont eux aussi rejoint le mouvement.

• Mardi matin, les centres étaient toujours en grève. Selon des informations non encore confirmées, plusieurs centres de tri de province se seraient eux aussi mis en grève.

• Après l'évacuation de Trappes, d'Evry et de Créteil, la semaine dernière, le mouvement continue donc à s'étendre. La direction des PTT espérait l'étouffer dans l'œuf en expulsant les grévistes des CTA de banlieue les uns après les autres. Elle tablait aussi sur une certaine hésitation de la part des postiers à partir d'une nouvelle fois en bagarre, après toute une série d'échecs dans des

centres qui s'étaient battus isolément. Ces hésitations ne sont pas complètement balayées, puisque certains centres parisiens ne sont pas encore touchés. Cependant, au fur et à mesure de la popularisation de la lutte, ces hésitations ont reculé, devant la possibilité de commencer à construire un rapport de forces plus large, avec au centre des revendications, des exigences communes : effectifs, diminution du temps de travail. Tout n'est pas gagné, d'autant qu'au niveau des structures syndicales, essentiellement CGT, certains s'évertuent à faire attendre en répétant : « On partira quand les autres seront partis », ou bien, en insistant sur le fait que dans les centres de tri parisiens ou aux châteaux, les revendications ne seraient pas les mêmes, puisque là, le règlement intérieur existe, et que les problèmes d'effectifs n'existeraient pas ! Il n'y a pourtant qu'à rappeler la grève démarrée à Paris-Brune il y a quelques mois, pour les effectifs entre autres ! Et de fait, le caractère commun des revendications saute aux yeux, de même que la nécessaire unité pour gagner ! C'est ce qui explique l'extension du mouvement dans la journée de lundi, et mardi matin.



Créteil, devant le centre de tri automatique, les flics sont toujours là. Dans la rue qui vient de la gare et longe la voie ferrée, plusieurs cars grillagés stationnent. Et sans cesse, le va-et-vient des voitures plus ou moins bien banalisées des flics en civil... Dimanche soir, après Trappes, Evry, c'est donc Créteil qui a été évacué. Depuis, les grévistes n'ont plus le droit d'y mettre les pieds, pas même dans les locaux syndicaux.

Lundi après-midi, la grande salle au sous-sol de la maison des syndicats, rue Tirard, est pleine. Autour des deux grandes tables, les postiers ont pris place, et discutent des ac-

tions à entreprendre désormais. Signe encourageant, l'intervention des flics n'a pas fait baisser la combativité, au contraire. Le pourcentage de grévistes s'est même élevé. Ce



Avant les CRS, le chef de centre et les cadres



« Le samedi 3 mars, à 4 h 45 du matin, alors que la large majorité des grévistes de la D (en grève à plus de 80 %) avait décidé de la mise en place des piquets de grève pour bloquer l'entrée et la sortie des camions, le chef de centre, à la tête de ses cadres (à l'exception de l'un d'entre eux) demandait au chauffeur du camion DMT 64 727 DE, dépendant de la DMT d'Arcueil, de forcer le piquet de grève en roulant sur les grévistes. Le chauffeur a refusé sous les applaudissements des grévistes. Par la suite, aucun chauffeur n'accepta de forcer le piquet. Le seul camion qui est rentré a été, sur décision des grévistes, le circuit de Villejuif, pour permettre d'assurer normalement l'acheminement des vaccins, sérum et prélèvements destinés à l'Institut Gustave Roussy de Villejuif... ».

Extrait d'un tract CGT-CFDT du 4 mars

CRETEIL

- Les flics interdisent toujours l'entrée
- Des initiatives pour populariser la lutte

n'est pas tellement facile de franchir les grilles entre deux rangs de képis... Pour l'heure, les uns et les autres proposent des initiatives : populariser l'action et les revendications sur les bureaux de Créteil et auprès des autres travailleurs de la ville, intervenir sur les autres centres de tri où l'information se fait plus ou moins bien, surtout dans Paris. « D'après des copains CGT et CFDT de PLM, il n'y a guère d'information, et la direction ne veut pas d'assemblée générale au réfectoire » dit un gréviste. Pour tous, le développement de l'action dans les centres de Paris est ressenti comme une impérieuse nécessité. Tous

ont en tête les grèves parfois longues de ces derniers mois, comme à Bordeaux ou Toulouse, durement réprimées par les flics, mais qui sont restées dans l'isolement à peu près complet. Sur la région parisienne, les exemples du même genre ne manquent pas. Pourtant, les revendications sont pour ainsi dire les mêmes, et l'adversaire commun : sur Créteil, l'unité intersyndicale ne pose pas de problème. Mais ce n'est pas le cas partout. Plusieurs font remarquer qu'à l'heure actuelle, des blocages existent au niveau syndical, essentiellement de la part des structures CGT, qui s'opposent chaque fois qu'elles le peuvent

à l'extension du mouvement. Elles ne cachent même pas qu'une semaine d'action était prévue à la fin du mois, et que ce mouvement est un peu inopportun... Du côté CFDT, les choses sont plus ambiguës. « Sur le papier, feu vert. Ils ont même proposé deux manifestations centrales, mais la CGT a refusé... »

Vers 16 h 30, on suspend provisoirement l'AG, tout le monde repart sur le centre afin d'être là avant l'heure de changement de poste, pour la brigade 17-14. Aussitôt, les flics s'affolent, déploient leurs cordons pour bloquer l'entrée, et empêcher tout contact entre les grévistes et les

quelques non-grévistes qui arrivent. Mieux, un car gris est déplacé à côté de la grille, tandis qu'un autre prend position sur l'autre route ! Le chef du Centre s'affaire, discute avec les flics. De fait, presque personne ne rentre. Au contraire, un groupe de postiers jusque là non-grévistes reste sur la pelouse avec les expulsés, pendant les prises de parole. A deux pas, un train passe, et fait hurler sa sirène, en signe de soutien, comme déjà l'an dernier. Les postiers lui rendent son salut.

Vers 17 h 15, tout le monde repart vers la Maison des Syndicats... L'AG se poursuit.

M. CHERAN

Grenoble : pour la lutte, tous ensemble chez Merlin-Gérin

Merlin-Gérin, c'est une usine de Grenoble qui fabrique de l'appareillage électrique et électronique et fait partie du trust Empain-Schneider : 8 000 travailleurs sont répartis dans 18 usines.

En 1979, la direction décide de diminuer le pouvoir d'achat des travailleurs : après des atteintes successives les années précédentes sur les salaires, elle ne prend plus en compte les indices syndicaux dans la hausse du coût de la vie ; elle abandonne un système de progression du pouvoir d'achat. Pour l'année 1979 elle limite la hausse des salaires à 5,5 %, ce qui fera, en décembre 1979, une perte globale de salaire de l'ordre de 6 % !

Pour riposter, une intersyndicale s'est constituée et plusieurs débrayages ont eu lieu au cours du mois de février sur les revendications suivantes :

- Amélioration du pouvoir d'achat.
- Prise en compte des indices syndicaux.
- Révision et anticipa-

tion trimestrielle des salaires.

— Augmentation pour compenser la perte due à la sécurité sociale.

Une consultation écrite a été proposée à tout le personnel pour qu'il donne son avis sur les revendications et les formes d'action.

En plus des revendications salariales, se pose aussi à Merlin le problème de l'emploi.

L'embauche est bloquée depuis septembre 1978 et la direction pratique de plus en plus couramment les mutations d'une usine à l'autre.

Fin février, un débrayage d'une heure et demie regroupait tous les travailleurs devant l'usine T, siège de l'entreprise, à l'heure où était convoquée une réunion extraordinaire du Comité central d'entreprise par la direction pour envisager des réductions d'horaires et des congés anticipés.

Ce débrayage a été largement suivi, plus encore que les précédents. Un tel regroupement d'ampleur



(Vaujany, PDG de l'entreprise), « Merlin s'accroît, nos salaires décroissent », « 35 heures pour créer des emplois » !

Puis, vu les contraintes d'horaires, il a fallu repartir. Certains se sont sentis déçus, pensant qu'il fallait attendre ensemble les résultats du CCE, ce qui montre une volonté de ne pas en rester là.

Ainsi, après plusieurs années de luttes isolées dans chaque usine, après les coups de plus en plus durs portés par la direction, les travailleurs de Merlin, avec leurs syndicats, engagent la lutte tous ensemble.

Correspondance

Besançon

Vendredi 9 mars
20 h 30

Au cinéma MONTJOYE
Soirée CFDT autour du film
« La ville à prendre »

ne s'était pas vu à Merlin depuis 1972. Devant l'usine T, 2 000 travailleurs environ se sont regroupés, venus de tous les coins de Grenoble et de la banlieue, soit en cortèges de voitures soit en autocars. Il y a eu une certaine dynamique dans ce rassemblement lorsque les délégués sont entrés dans le bâtiment pour assister à la réunion. Beaucoup ont alors repris les mots d'ordre : « Vaujany, le mépris ça suffit »

JOURNEE SANS CHEMIN DE FER LE 7 MARS

La SNCF rentabilisée aux frais des cheminots et des usagers

SNCF : LA LIQUIDATION DU SERVICE PUBLIC

Le 7 mars doit avoir lieu la discussion du contrat d'entreprise SNCF - Etat par le conseil d'administration de la SNCF.

Qu'est-ce que ce contrat d'entreprise ? Il a pour objet de définir les grandes orientations de la SNCF en matière de gestion, pour les exercices de 1979 à 1982. Le 31 décembre 1982, prend fin la concession de la société nationale.

L'OBJECTIF CENTRAL : LE RETOUR A L'EQUILIBRE DU COMPTE D'EXPLOITATION

Il s'agit par ce contrat de rétablir progressivement l'équilibre du compte d'exploitation, c'est-à-dire de diminuer chaque année la part de subventions versées par l'Etat à la SNCF pour combler son déficit. Tout le reste n'est que moyens pour arriver à ce but.

UNE REFORME TOTALE DU TRANSPORT MARCHANDISES...

«La SNCF disposera de toute liberté pour modifier la consistance du réseau ou du service, afin de les adapter à la structure de l'économie. Elle engagera dès 1979 cinq expériences de restructuration de son offre dans les zones rurales».

En fait, l'une déjà de ces cinq expériences est en cours, il s'agit du département de la Sarthe : en quoi consiste cette expérience : — Seront maintenues les dessertes pour les clients qui effectuent des trajets par trains complets, plus certaines autres dessertes qui feront l'objet de discussions entre les clients (les grandes entreprises) et la SNCF quant aux conditions de délais, dates et volumes.

— Seront organisées 7 gares «multifonctions» (dans le cas de la Sarthe) qui resteront les seules gares - marchandises du département. Les clients auront donc besoin de recourir, outre à la SNCF, à des services de transporteurs routiers. Cette suppression d'un certain nombre de gares de villages aboutira dans bien des cas à la fin du village lui-même. Après la suppression de la poste, de l'école, c'est le dernier centre d'activité du village qui disparaît.

Un programme de généralisation de ces expériences sera établi avant la fin du contrat... et du trafic voyageurs.

UNE AUGMENTATION GENERALE DES TARIFS

Pour le transport des marchandises, la SNCF fixera librement ses tarifs marchandises par wagons et les modèlera comme bon lui semble, compte tenu du marché (avec la limite qu'aucune augmentation particulière ne pourra être de 10 % de plus que l'augmentation moyenne annuelle). Alors qu'auparavant les licences de transporteurs routiers étaient limitées à 16 000, cette limite passe à 19 000 pour 1979.

Ce qui diminuera la part du rail au profit de la route. Pour le trafic voyageurs dont le prix a déjà augmenté de 15 % en 1978, il est prévu de limiter à partir de 1980 (de combien augmentera-t-il enco-

re en 1979 ?) l'augmentation du billet plein tarif de deuxième classe au taux de l'augmentation des prix. En fait c'est à une augmentation (bien mal) masquée des tarifs que se livrera la SNCF, car elle pourra augmenter les «tarifs an-

— Au train grande vitesse Paris - Sud-Est réservé aux cadres et aux hommes d'affaires : création de la ligne et constitution de 52 rames. — Au développement des voitures-corrail pour les trains rapides : 1 100 à 1 200 voitures prévues.



Début octobre 1978, les cheminots stéphanois luttent contre les suppressions de postes. — Une assemblée générale dans le hall de la gare de Saint-Etienne Chateau-Creux

nexes» (abonnements, billets spéciaux, suppléments...) dans la limite de 10 points de plus que le billet plein tarif de 2^e classe. Ainsi, si les prix montent de 10 %, le prix de l'abonnement pourra monter de 20 %. Elle pourra aussi appliquer des tarifs plus élevés aux périodes de pointes ou sur certains trains.

UNE AUGMENTATION DE LA PRODUCTIVITE

La productivité correspond au nombre de tonne - kilomètres ou de voyageur - kilomètres effectués par la société, divisé par le nombre d'agents. Aussi, alors que l'augmentation du trafic prévue est faible : 2,7 % par an pour le trafic voyageur et 1,4 % par an pour le trafic - marchandises, la productivité doit augmenter de 3 % par an. La différence ne pourra se faire que par la suppression de nombreux emplois.

UNE DIMINUTION DES COÛTS DE PRODUCTION

Outre ce que nous avons développé précédemment sur les tarifs, la diminution des coûts de fonctionnement s'appuiera sur : — L'augmentation de la privatisation des services d'entretien des wagons et de la voie. Ce qui signifie des suppressions d'emplois de cheminots.

— Un «encadrement» (limitation) des charges sociales et des salaires, puisque le coût moyen par unité kilométrique ne devra pas augmenter, alors que des investissements sont effectués.

LES INVESTISSEMENTS : PRIORITE AUX TRANSPORTS D'AFFAIRES ET DE LUXE

En matière d'investissement, la priorité est donnée :

Cependant les omnibus ne se voient attribuer que 120 motrices et 80 remorques.

Ces investissements, en hausse du fait du train grande vitesse (mais en baisse pour les équipements classiques) seront en bonne partie supportés par la contribution de l'Etat.

UNE LIQUIDATION DU SERVICE PUBLIC

Ces mesures traduisent dans les faits une liquidation totale de la notion de service public au mépris des usagers et des conditions de travail des cheminots :

— Accroissement de la charge de travail et blocage de leur pouvoir d'achat.

— Détérioration de la sécurité dans les transports à cause de la surcharge de travail des cheminots et du fait du remplacement des lignes ferroviaires par des lignes d'autocars.

— Suppression pure et simple de nombreuses liaisons de zones rurales.

DES ORIENTATIONS TIREES DU RAPPORT GUILLAUMAT

En 1977 Barre chargeait Guillaumat d'une étude sur les conditions «d'harmonisation des transports terrestres». Celui-ci présentait en février 1978 son rapport intitulé «orientations pour les transports terrestres».

Il indiquait que du fait du développement de la voiture individuelle, la nécessité de service public (d'obligation de transport) n'avait plus de raison d'être et qu'il fallait résolument se situer dans une perspective de libre concurrence entre les divers modes de transports. On peut voir que le contrat SNCF est directement tiré de ce rapport dont il ne constitue qu'une première application.

■ Le jour de la discussion du contrat d'entreprise entre l'Etat et la SNCF devant le conseil d'administration de la société nationale sera une journée sans chemin de fer. En effet, pour la première fois depuis très longtemps, l'ensemble des organisations syndicales de cheminots, la CGT et la CFDT, mais aussi FO et la CFTC, les autonomes de la FGAAC, et même la maîtrise et les cadres de la SMC et de la CGC, appellent à la grève et aux manifestations. Dans de nombreux cas, les organisations d'usagers participeront aux manifestations, et dans toutes les villes les intersyndicaux ont préparé un tract à distribuer aux usagers et à la population.

Le 7 mars, donc, pas un train ne circulera, pas un guichet ne sera ouvert, pas un embranchement ne sera desservi. Pourquoi une telle

mobilisation ? Parce que le contrat d'entreprise qui doit lier la SNCF et l'Etat jusqu'en 1982 est lourd de menaces.

Dans l'immédiat, il n'a pour but officiel que de permettre à la SNCF de subvenir à ses besoins par elle-même ; les moyens mis en avant sont l'augmentation de la productivité, augmentation qui doit se traduire par 30 000 cheminots de moins d'ici 1982.

Lourd de menaces pour l'avenir proche, puisqu'à terme la nationalisation qui se joue en 1982, le contrat global liant la SNCF et l'Etat depuis 1937 arrive à sa fin. C'est le statut du cheminot qui est en jeu. C'est-à-dire la sécurité de l'emploi en priorité, mais aussi tous les avantages acquis par toutes les luttes nombreuses depuis 1937 : retraites, sécurité sociale etc.

Pour une action commune cheminots-usagers

Phénomène nouveau : depuis quelques années, et plus nettement depuis quelques mois, les usagers manifestent ouvertement et par des actions leur refus de la politique de la SNCF.

Les actions les plus connues se sont déroulées contre les suppressions d'arrêts de train express ou omnibus dans les gares. Ces actions ont eu lieu notamment en Bretagne, à Rosporden, Questembert, à Messac ; dans l'Ouest, sur la ligne Paris-Le Havre, et Paris-Caen ainsi que sur la ligne Lyon-Grenoble. Sur la ligne La Roche-sur-Yon — Les Sables-d'Olonne, où la SNCF voulait supprimer les arrêts aux quatre gares intermédiaires, c'est une mobilisation en commun des cheminots, des voyageurs, des associations d'usagers et des municipalités concernées qui a empêché la direction de mettre son projet à exécution.

GAGNER DU TEMPS... PERDRE DU TEMPS !

Dans ce cas précis, les prétextes invoqués par la SNCF sont futiles. Il s'agirait tout simplement de gagner du temps. Sur les mêmes lignes où on supprime des arrêts «peu utilisés» pour gagner du temps, soit deux ou trois minutes, on diminue la vitesse du train sur certains tronçons, parce qu'il n'y a pas de crédit pour entretenir la voie ! On voit qu'il s'agit d'un plan délibéré de la SNCF pour diminuer son personnel et faire des économies.

Les arrêts en question ne sont pas supprimés uniquement dans les villages. Rosporden et Questembert sont deux petites villes de 5 000 habitants, qui ont la particularité d'être les seules villes avec un peu

d'industrie entre Lorient et Quimper pour Rosporden, et entre Redon et Vannes pour Questembert. Pour les habitants de ces petites villes, c'est la nécessité de faire à présent 20 kilomètres en voiture pour aller chercher le parent qui vient de Paris une fois l'an ou le militaire qui revient de garnison une fois par semaine. Ou alors, il faudra attendre l'omnibus qui part un quart d'heure plus tard de la ville précédente et arrive péniblement à 50 kilomètres/heure de moyenne à amener à destination le parent parisien trois quarts d'heure après le passage de l'express.

DE MOINS EN MOINS COMMODE

Bilan de l'opération : l'omnibus, parce qu'il est lent, parce qu'il faudra changer de train en cours de route, avec les bagages et la peur de se tromper, sera peu utilisé, hormis par les écoliers le vendredi soir. Il aura donc un bilan d'exploitation déficitaire et risque la suppression d'ici quelques années. Remplacé par un car, encore plus lent, moins sûr et moins exact dès qu'il y a des intempéries, la fréquentation diminuera encore et au bout de cinq ou six ans au total, il n'y aura plus de desserte locale : c'est comme cela que la SNCF, au lieu d'adapter et de moderniser un moyen de transport existant, chasse la clientèle, ferme ses gares, ferme ses lignes.

Voilà contre quoi les cheminots et les usagers réagissent.

LA VOIE A SUIVRE

Le contrat d'entreprise, s'il est appliqué, accélérera toutes ces mesures. 5 % de suppression des kilomètres - voyageurs, quand on sait que la plupart de ces kilomètres - voyageurs se font dans la banlieue des grandes villes, c'est la suppression de tous les omnibus de campagne. Pour la région de Nantes, ce sont les omnibus de campagne. Pour la région de Nantes, ce sont les omnibus Nantes - Chateaubriand, Nantes - Saint-Pazanne, la Roche-sur-Yon - Les Sables-d'Olonne, Saumur-Thouars qui sont visés. Assez de suppressions de gares, assez de suppressions de lignes, assez de suppressions de personnel !

Ne rajoutons pas au désert français déjà existant d'autres déserts. Dans cette lutte, l'action en commun entre cheminots et usagers a commencé à se développer. La répression importante qu'a exercée la direction SNCF sur les cheminots coupables d'avoir pris des initiatives en direction des usagers montre qu'elle a senti le danger, c'est la voie à suivre. Cheminots - usagers solidarité !

Une enquête de Philippe SANTERRE et Dominique ROCHELAIS

■ Le 27 novembre dernier, les cheminots roulants de la gare de Paris-Lyon entamaient une grève qui allait durer près de deux semaines. Au centre des revendications, les questions d'organisation du travail et d'effectifs qui sont, aujourd'hui, au premier rang des préoccupations de l'ensemble des travailleurs de la SNCF en grève contre le nouveau contrat d'entreprise. Après la reprise, deux conducteurs du dépôt (l'un CGT, l'autre CFDT) allaient être durement sanctionnés

par la direction : mutation répressive au dépôt de Laroche-Migennes. En réalité, ce que visait le patron, c'était un mouvement qui sortait des sentiers battus, tant par sa résolution que par des formes d'unité qui avaient pu se réaliser avec certains usagers. Nous avons interrogé Daniel Kerne, l'un des deux camarades mutés d'office, sur les enseignements qu'il tire de cette expérience.

Daniel Kerne, sanctionné pour fait de grève

«Etablir un rapport de forces d'ensemble»

► Peux-tu retracer rapidement les causes et le déroulement du conflit ?

— Il s'agissait de s'opposer à une réduction d'effectifs par le biais de la réorganisation du travail : en trafiquant les roulements, la direction voulait supprimer deux postes de travail sur 75, avec ce que cela comportait de surcroît de travail pour les autres. Ce problème est général ces temps-ci aux chemins de fer. Systématiquement, la réglementation est appliquée avec rigueur, au mieux des intérêts de la direction. A la même époque, un problème semblable se posait à Villeneuve-Saint-Georges, où la direction cherchait à supprimer certaines journées de repos obtenues auparavant par les roulants.

Notre lutte n'est pas venue sans préparation, au contraire : depuis un an et demi, la mobilisation était en cours ; une grève de 24 heures avait été observée en février 1978, et on avait tenu dans les mois précédents 15 assemblées générales de discussion.

REALISER LA JONCTION ENTRE CHEMINOTS

► Quelles conclusions tirez-tu de ces formes d'unité ?

— Elles peuvent être une bonne chose. Mais, en ce qui nous concerne, nous avons mis l'accent là-dessus au détriment de l'unité avec les autres cheminots, et c'est dommage. Par exemple, les autres services de la gare de Lyon souhaitaient entrer en lutte en même temps que nous. Mais ils se heurtaient au problème du préavis, légalement imposé dans les entreprises nationalisées. Il y avait ceux du service administratif, les conducteurs de manœuvre... Nous n'avons pas suffisamment organisé la coordination avec eux. Et puis, il aurait fallu envisager les problèmes sur l'ensemble du réseau, avec ceux de Villeneuve-Saint-Georges, par exemple ; et plus largement avec l'ensemble de la SNCF, avec Paris-Austerlitz qui avait des problèmes de reclassement, avec Vincennes, où il y avait en même temps 7 suppressions de postes sur un chantier, et une vive réaction chez les jeunes.

DES DELEGATIONS MASSIVES AVEC LES USAGERS

► Lors de ce mouvement, on a vu des organisations d'usagers participer aux côtés des cheminots.

— Tout de suite, nous avons distribué des tracts pour apporter nos explications aux banlieusards concernés par notre grève. Le comité d'usagers de Cesson est venu nous voir pour proposer qu'on explique les choses plus clairement. Cela faisait déjà un certain temps que des camarades étaient en liaison avec eux. Il nous ont aidés à faire la popularisation ; ils ont pris en charge de manière positive certaines discussions avec des voyageurs qui se montraient étonnés au premier abord ; ils ont expliqué que notre grève était juste, et que nous avions les mêmes intérêts.

De plus, nous avons proposé aux usagers de se joindre à nous pour les délégations massives dans les couloirs de la direction. Cela a duré plusieurs jours, et ils



Daniel Kerne (à gauche) et Patrick Seignon : sanctionnés pour s'être solidarisés à des usagers.

étaient de plus en plus nombreux au fur et à mesure que le temps passait, jusqu'à 200 vers la fin de la lutte. En même temps, certains usagers tiraient les sonnettes d'alarme sur les rapides qui fonctionnaient pendant la grève. Et le 31, ils se sont mis sur les voies pour réclamer des trains supplémentaires.

QU'APPELLE-T-ON «SERVICE PUBLIC» ?

► Et sur l'unité avec les usagers proprement dite ?

— Là, il y a une difficulté politique. C'est la question : doit-on globalement défendre l'entreprise ? Je ne crois pas. La notion même de service public, telle quelle, conduit à mettre dans le même sac (usagers) le prolétaire qui prend le train pour aller au travail et le trust qui utilise les services de la SNCF. Au plan des voyageurs eux-mêmes, il y a des distinctions nettes à faire aussi. Ainsi, dans le cours de notre grève, nous avons un jour utilisé le mégaphone de la gare pour nous adresser largement à eux. Sur un train de Fontainebleau, venant d'une zone pavillonnaire, on a été mal reçu ; et très bien au contraire sur un train de banlieusards travailleurs.

Et puis, quand les usagers revendiquent, c'est en fait toute la politique de la SNCF qui est en cause : la direction peut bien leur promettre des trains de banlieue en plus, c'est du vent quand les lignes sont déjà saturées aux heures de pointe. Mais on investit massivement sur le train «grande vitesse», qui servira finalement à Alstom de vitrine de propagande pour développer ses exportations.

► Alors, la lutte contre le nouveau contrat ?

— En fait, il est déjà en route : les compressions d'effectifs, l'augmentation de la charge de travail, c'est la politique systématique de la direction. Il y a déjà eu des ripostes ponctuelles. Il y aura certainement des explosions, au moins locales. Le problème reste celui de rassembler tous les cheminots pour établir vraiment un rapport de forces d'ensemble.

LA GROGNE DE L'UEC (2)

Quelques thèmes de contestation

Une enquête de François NOLET

Nous avons donné dans notre édition d'hier quelques éléments sur l'ampleur de la crise qui affecte l'organisation étudiante du PCF. Nous tentons aujourd'hui de cerner certains thèmes principaux de la contestation dans l'UEC, telle qu'ils nous sont apparus lors d'entretiens avec des militants critiques.

Les militants oppositionnels n'ont pas sur tous les points des idées semblables. Si l'on néglige le courant suivant les idées d'Elleinstein, peu représenté au niveau de l'UEC, les militants critiques se distinguent en gros en deux sous-courants principaux : un courant proche des thèses d'Althusser et Balibar, et un courant généralement qualifié d'*«eurocommuniste de gauche»*, dont les thèses ne recoupent pas en tous points celles des althussériens.

Pour caractériser grossière-

l'appréciation est unanime : ce texte est jugé *«intolérable»*, *«débile»*, *«confus»*, *«contradictoire»*. Certains opposants considèrent même qu'il n'y a pas lieu d'en discuter, qu'il convient de le rejeter globalement. Il est clair pour tous que la direction n'entend faire aucune concession par rapport aux thèses des oppositionnels. Pour certains oppositionnels, cela résulterait de la conclusion d'une lutte de tendances au sein de la direction : la «vieille garde», représentée par exemple par Andrieu et Leroy

mes des pays de l'Est, en particulier le refus du PCF de prendre la défense du dissident tchécoslovaque Sabata, dont le fils avait demandé à être reçu par Marchais, et éconduit. De telles positions de la direction suscitent une levée de boucliers, et il n'est pas étonnant que ce sujet ait été abordé en priorité lors de la réunion qui a rassemblé une centaine d'oppositionnels les 24 et 25 février.

Pour certains militants de l'UEC, c'est une bourgeoisie qui dirige dans les pays de l'Est. Pour eux le régime soviétique est un capitalisme d'Etat, et la dégénérescence du socialisme est intervenue à la suite d'une extinction des organes de la démocratie de masse, survenue à l'époque de Staline. Ils croient

des intérêts de leur peuple contre les partis au pouvoir, ou doit-on se méfier de leurs positions politiques ?

LA POLITIQUE DE GUERRE SOVIETIQUE EN ACCUSATION

Pour la plupart des militants que nous avons rencontrés, la politique extérieure de l'URSS présente des aspects impérialistes. La critique est plus ou moins appuyée selon les militants : pour l'un d'eux, l'URSS est une puissance impérialiste *«dans une certaine mesure»* ; pour un autre, l'URSS *«a une politique de grande puissance, mais ce n'est pas une superpuissance»*. Quelles que soient par ailleurs les nuances existant entre eux sur l'appréciation de la réalité soviétique, tous condamnent l'intervention soviétique en Erythrée, et l'intervention vietnamienne au Kampuchea : manifestement, les arguments de la direction sur le prétendu *«soulèvement populaire»* au Kampuchea ne prennent pas.

Si la riposte chinoise aux provocations vietnamiennes a permis dans certains endroits à la direction de resserrer les rangs ponctuellement, la réaction fréquente, plus qu'une condamnation de l'une ou l'autre partie, c'est la consternation. Pour un militant, *«si les communistes se battent entre eux, alors que le capitalisme est en crise, ça déourage de lutter»*. Serge Lewisch, sans prendre position sur le fond du problème, estime que le conflit entre la Chine et le Vietnam *«approfondit la crise du marxisme théorique»*, et que si *«une grande majorité de militants est tout à fait en désaccord avec l'intervention chinoise au Vietnam, beaucoup condamnent également l'intervention vietnamienne au Cambodge»*.

Parallèlement à ces critiques de la politique extérieure de l'Union soviétique, certains oppositionnels mettent également en cause la politique extérieure de la Chine, soupçonnée ou accusée de comporter des aspects impérialistes. Pour eux, les attaques chinoises contre l'URSS sont outrancières, notamment les propos tenus par Deng Xiaoping aux Etats-Unis. Sur ce point subsistent encore l'influence des idées de la direction et le poids des vieux schémas présentant l'impérialisme américain comme

l'ennemi principal des peuples du monde.

QUELLES PERSPECTIVES AUJOURD'HUI POUR LE PCF ?

Outre l'alignement de la direction du PCF sur la politique extérieure soviétique, les perspectives concrètes pour le PCF aujourd'hui sont l'objet de vives contestations. Le projet en résolution *«ne contient rien sur l'école, rien sur les femmes»*, proteste un militant.

Quelle perspective peut bien ouvrir le PCF dans l'immédiat, alors que l'union de la gauche est brisée ? La réponse de la direction réside dans le mot d'ordre fumeux d'union à la base qui suscite des moqueries de la part des oppositionnels. Un militant nous explique : *«Que veut dire ce mot d'ordre d'union à la base sans aucun moyen concret de la réaliser ? Il y a une plaisanterie courante dans le PCF, lorsqu'on se trouve face à des tenants de la direction. On les prend au mot, on leur dit : l'union à la base, d'accord, faisons-la, mais comment ? Là, le partisan de la direction ne sait plus que dire, et explique : «Oui, mais, tu comprends, l'union à la base, les socialistes n'en veulent pas»»*.

ET LA DEMOCRATIE INTERNE ?

Les militants critiques s'attendaient parfois à ce que la direction fasse quelques concessions sur le fonctionnement du PCF. De ce point de vue, le projet de résolution les laisse sur leur faim. La seule chose qui semble aller dans leur direction est la promesse d'ouvrir des tribunes de discussion, même en dehors des périodes de congrès. Pour les oppositionnels, c'est quelque chose de dérisoire, *«une miette»*.

Et les autres modifications prévues dans les statuts ne suscitent que critiques : la suppression désormais formalisée de la référence à la dictature du prolétariat, et le fait que pour adhérer au PCF, il ne sera plus nécessaire de se réclamer du marxisme. Cette dernière *«innovation»* est jugée *«intolérable»*.

Toute une série de critiques ou d'interrogations qui ne manqueront pas de s'approfondir dans la période qui s'ouvre. Selon un militant, *«jamais l'UEC n'a connu une telle crise, même en 1965»*.



La politique agressive de l'URSS contestée. (Notre photo : un combattant érythréen).

ment ces deux courants, disons que tous deux insistent sur la nécessité de développer la démocratie de masse. Les prises de décisions par les masses elles-mêmes, ceci en opposition avec les pratiques manipulatoires de la direction du PCF, qui prétend toujours *«expliquer»* aux masses une politique qu'elle a définie sans prendre en compte leurs aspirations, leurs exigences. Au-delà, les choses sont moins claires : ainsi, à l'intérieur du courant althussérien, des militants déclarent nettement qu'il n'est pas possible de faire l'économie d'une révolution. Dans le courant *«eurocommuniste de gauche»*, les références au *«passage pacifique au socialisme»* sont plus fréquentes, et l'affirmation de la nécessité de la *«démocratie de masse»* voisine avec des thèmes tendant à admettre le respect de la légalité bourgeoise.

Les thèmes de critique se recoupent néanmoins assez fréquemment, même si des nuances existent d'un courant à l'autre. Les critiques portent sur des questions internationales, en particulier le rapport à l'URSS, sur les perspectives du PCF aujourd'hui, et bien entendu sur le fonctionnement interne du PCF, ainsi que sur des thèmes particuliers, comme la politique du PCF à l'école.

UN TEXTE DE COMBAT

Concernant le projet de résolution présenté par la direction,

l'aurait emporté sur les tenants d'une ligne plus *«ouverte»*, dont ferait partie Marchais, qui serait partisan d'une évolution *«eurocommuniste à petits pas»*.

La direction, apparemment, se sent en meilleure situation : *«La crise, explique un militant, joue en notre défaveur. Elle resserre les rangs, elle développe l'idée : battons-nous, la critique pour demain. Contre tout argument politique, on nous rétorque : qu'est-ce que tu fais contre tel ou tel aspect de la politique gouvernementale ? Les prolos crèvent, et toi l'intellectuel, tu discutes... Ce type d'argument nous impose d'ailleurs d'être actifs dans la lutte contre l'austérité»*.

Un des points les plus critiqués dans la période est le bilan *«globalement positif»* que la direction tire de l'Union soviétique.

L'ALIGNEMENT CONTESTÉ

Pour Serge Lewisch, cette expression de bilan globalement positif *«fait l'unanimité de la critique : tout le monde pense que c'est débile, que c'est une expression comptable, qui masque l'alignement actuel du parti sur la politique soviétique, en particulier dans le conflit avec la Chine»*.

L'opposition ne manque pas de critiquer la position de la direction du PCF face aux régi-

pendant possible de redresser ces régimes de l'intérieur : *«La lutte passe dans ces pays à l'intérieur des partis communistes (...). On peut souhaiter que se dégage au sein du parti soviétique un courant qui serait capable de changer les choses»*.

Vis-à-vis des dissidents de l'Europe de l'Est, le débat se poursuit sur la nature de ce mouvement : si l'on s'entend pour protester contre les atteintes aux libertés, les positions sont diverses sur l'attitude à avoir à leur égard : faut-il les soutenir comme représentants

l'Humanité

XXIII^e CONGRES — TRIBUNE DE DISCUSSION

Contribution de Félix Lacan
Cellule Jacques Duclos (Seca-Aérospatiale)
Section de Dugny, fédération de Seine-Saint-Denis.

« Pourquoi j'approuve... »

Comment la direction du PCF organise l'acquiescement sous couvert de «discussion».

LA CHINE ANNONCE LE DEBUT DU RETRAIT DE SES TROUPES VERS LE TERRITOIRE NATIONAL

Dans la déclaration que nous reproduisons ci-dessous le gouvernement chinois annonce le début du retrait des troupes chinoises à l'intérieur du territoire national à partir de lundi. Dans cette déclaration, le gouvernement chinois confirme ses positions fondamentales, que Moscou et Hanoï n'ont cessé de dénaturer : la Chine ne revendique pas un pouce du territoire vietnamien et n'a pas

l'intention d'en occuper durablement une portion : elle ne lie pas son retrait à celui des troupes vietnamiennes du Kampuchéa.

Alors que la Chine annonçait cette décision, le gouvernement vietnamien prenait toute une série de mesures destinées à faire croire à une aggravation et une intensification du conflit : appel « à tous les partis communistes et ouvriers », mobilisation

générale (sans signification réelle puisqu'elle est déjà réalisée dans les faits), recommandation aux diplomates étrangers d'évacuer Hanoï. En même temps, l'URSS et le Vietnam ont accusé la Chine de masser des troupes à la frontière laotienne. Cette rumeur peut annoncer une provocation contre la Chine à partir du territoire laotien où le Vietnam, rappelons-le, a déjà 50 000 hommes.

Etant donné les provocations armées et les intrusions perpétrées sans cesse par les agresseurs vietnamiens contre la Chine, les troupes de la défense-frontière chinoise ont été contraintes de leur riposter en légitime défense à partir du 17 février dernier et maintenant, elles ont déjà atteint le but prévu. Le gouvernement chinois annonce que dès le 5 mars 1979, les troupes de la défense-frontière chinoise ont commencé à se retirer totalement à l'intérieur du territoire chinois.

Le gouvernement chinois réaffirme ce qui suit : nous ne prétendons à aucun pouce du territoire vietnamien et nous ne permettrons absolument pas qu'on envahisse le territoire de notre pays. Ce que nous souhaitons, c'est une frontière de paix et de tranquillité. Nous espérons que cette juste position du gouvernement chinois sera respectée par le gouvernement vietnamien et les gouvernements des autres pays du monde. Nous tenons à avertir les autorités vietnamiennes qu'après le retrait des troupes de la défense-frontière chinoise, elles ne doivent entreprendre aucune provocation armée ou incursion contre les régions frontalières chinoises. Le gouvernement chinois déclare solennellement que la partie chinoise se réserve le droit de riposter à nouveau en légitime défense, au cas où de pareilles activités se renouvelleraient.

Nous préconisons depuis toujours que les différends



Les axes de la riposte chinoise du 7 février au 5 mars. Aujourd'hui, le retrait des troupes chinoises commence. (Cartographie du Monde)

entre Etats doivent être réglés pacifiquement par voie de négociations. Le gouvernement chinois propose encore une fois que les parties chinoise et vietnamienne entament rapidement des négociations, en vue de discuter des mesures propres à assurer la paix et la stabilité dans les régions frontalières des deux pays et, partant, de résoudre les litiges concernant les problèmes frontaliers et territoriaux. Nous espérons en toute sincérité que la partie vietnamienne y répondra positivement. Le gouvernement chinois est disposé à prendre sérieusement en considération toute proposition permettant de garantir la paix et la stabilité dans les régions

frontalières et de régler les différends qui s'y rapportent.

Il existe une amitié traditionnelle entre les peuples chinois et vietnamien, qui correspond non seulement aux intérêts de ces deux peuples, mais aussi à ceux des peuples des pays de toute l'Asie et du monde entier. Le peuple chinois attache un grand prix à son amitié avec le peuple vietnamien. Bien qu'au cours des dernières années, cette amitié ait été atteinte malheureusement, nous gardons toujours le vif espoir qu'elle sera rétablie.

Nous espérons que les autorités vietnamiennes prendront à cœur les inté-

rêts fondamentaux des deux peuples, mettront fin à leur politique d'opposition et d'hostilité à la Chine, de sorte que les peuples chinois et vietnamien puissent vivre en bons termes, de génération en génération.

Nous sommes persuadés que la position positive et constructive de la Chine bénéficiera d'une sympathie générale et d'un large soutien sur le plan international. Nous souhaitons en même temps que tous les pays et peuples du monde épris de paix et de justice prennent des mesures afin d'amener les autorités vietnamiennes à cesser immédiatement leur agression contre le Kampuchéa et à retirer en deçà des

frontières vietnamiennes leurs troupes d'agression opérant au Kampuchéa, et ce, dans l'intérêt de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans le Sud-Est asiatique et dans toute l'Asie.

Kampuchéa

«COMME DU TEMPS DE LON NOL»

Dans une dépêche de Bangkok, publiée dans la presse américaine, le journaliste Lee Lescaze, citant plusieurs sources thaïlandaises et kampuchéennes, tente de faire un bilan de deux mois d'occupation vietnamienne. Il écrit que face au développement de la guérilla, «Hanoï se trouve dans la situation qui était celle du Sud-Vietnam soutenu par les USA ou de l'ancien régime de Lon Nol : incapable de trouver un soutien dans la population, et s'efforçant en vain de construire une administration». Le journaliste estime que le contrôle du Vietnam sur l'Ouest du Kampuchéa est «faible ou nul». Après deux mois, la proportion de collaborateurs du nouveau régime reste faible : quand l'armée

vietnamienne nomme des chefs de village, elle n'est même pas en mesure d'assurer leur protection. Selon certains témoignages, les troupes vietnamiennes sont partout accompagnées d'interprètes qui semblent être des Khmers Krom (minorités khmères du Vietnam). La radio de Phnom-Penh est très avare de détails sur la vie politique du régime imposé par Hanoï. Elle a annoncé que des «cours politiques» destinés à former une nouvelle administration avaient regroupé une centaine de participants. Elle a également relaté une réunion sur la réorganisation de la santé au cours de laquelle trois ministres ont rencontré... trois médecins, une sage-femme et un étudiant en médecine.

L'EVOLUTION DU VIETNAM

Militarisation et dictature (1)

Le chauvinisme au sein du parti communiste vietnamien, la référence croissante à l'URSS, puis l'alignement pur et simple sur cette superpuissance, ont poussé le Vietnam sur la voie des aventures militaires contre ses voisins. Ses dirigeants, en s'engageant ainsi, en maintenant, après la victoire sur l'impérialisme américain, leur pays sur le pied de guerre, puis en concentrant de plus en plus

tous les efforts de la société, en mobilisant de plus en plus toutes les énergies, pour la guerre en Asie du Sud-Est, ont non seulement méprisé les difficultés de l'économie nationale à reconstruire mais les ont aussi aggravées, avec toutes leurs conséquences néfastes pour la vie quotidienne des masses.

Après trente années de guerre, de ravages causés par les impérialistes, les plaies à panser, dans tous les domaines, étaient considérables. Si sont ajoutées les calamités naturelles, avec des sécheresses et des inondations exceptionnelles, notamment au Sud, dans le delta du Mékong, le «grenier à riz». Recevoir en guise de réponse à ces problèmes, un ordre de départ pour une guerre menée contre des peuples et des pays avec lesquels on lutait hier côte à côte, contre l'impérialisme, est de nature à susciter un mécontentement grandissant dans la population. Le fait que ceux qui ont engagé le Vietnam sur cette pente soient des hommes comme Pham Van Dong, Giap, Le Duan, et d'autres encore qui avaient, aux côtés d'Ho Chi Minh, participé à la direction de la résistance vietnamienne, n'y change rien. Aussi, pour prévenir le mécontentement populaire, dû à des dysfonctionnements croissants de l'économie, à la pénurie

de biens de première nécessité dont la production est sacrifiée au profit des efforts de guerre, les autorités de Hanoï se sont efforcées d'intensifier l'encadrement de la population, en tirant parti pour ce faire, de la militarisation du pays. Ainsi, les mesures de mobilisation prises pour développer des guerres d'agression dans la péninsule indochinoise et au-delà, servent-elles également au gouvernement vietnamien, pour imposer sa dictature aux masses, à l'intérieur du Vietnam.

LA REUNIFICATION

Cela est vrai notamment au Sud, qui fut réuni dès avril 1976, avec le Nord. Cette réunification s'est effectuée de façon expéditive, dans le cadre d'une opération qui semble avoir surtout consisté en une mainmise pure et simple du Nord, alors socialiste, sur le Sud.

La population du Sud avait consenti de très grands sacrifices

dans la guerre de libération et fourni à celle-ci de nombreux cadres. Nombre de cadres de valeur du Front national de libération furent tués dans la lutte ; l'extermination systématique de ces cadres avait d'ailleurs fait l'objet de plans spéciaux des Américains, tels le plan «Phoenix» ; souvent, compte tenu des liens entre ces cadres et la population locale, les impérialistes n'avaient eu d'autre recours, pour tenter de détruire l'infrastructure de la résistance, que de déporter et de massacrer massivement la population elle-même. C'est dans ce contexte qu'au lendemain de la libération de Saïgon, les autorités de Hanoï ont étendu leur pouvoir sur le Sud.

La réunification du Vietnam, historiquement divisé en deux par la politique impérialiste, française et américaine, était une aspiration fondamentale du peuple vietnamien, inscrite au programme de la lutte de libération. Mais, bien entendu, elle ne

justifiait en rien la création de nouvelles inégalités. Or, hormis les postes attribués à des responsables de premier plan du GRP («gouvernement révolutionnaire provisoire» du Sud-Vietnam), de nombreux cadres patriotes du Sud se sont vus fréquemment mis sur la touche par les administrateurs venus du Nord.

Cette façon de résoudre la contradiction Nord-Sud — léguée par l'occupation impérialiste — ne paraît pas sans lien de parenté avec la politique de Hanoï vis-à-vis des pays voisins où il a tenté par la «diplomatie» et par la force, d'imposer son

administration. D'ailleurs, comme la suite des événements l'a prouvé, la hâte mise pour réaliser la «réunification» était motivée pour les dirigeants vietnamiens, par la volonté de constituer rapidement une grande puissance régionale, forte du potentiel militaire légué par la guerre, dans les deux parties du Vietnam. Les dirigeants de Hanoï se donnaient ainsi une base pour développer leur politique hégémoniste dans la région, avec l'aval de Moscou décernant au Vietnam le titre d'«avant-garde sûre du socialisme dans le Sud-Est asiatique».

Demain la suite

REUNION DEBAT

- Pourquoi la Chine riposte contre le Vietnam ?
- La situation en Asie du Sud-Est.

JEUDI 8 MARS 20 h 30
SALLE PROUDHON

Organisé par la section du PCR ml de Besançon

SFP en lutte

Mardi, une assemblée générale décisive pour la lutte : la fin du tunnel ?

Les travailleurs de la SFP, en se rendant à l'assemblée générale qui se tenait aux Buttes-Chaumont à Paris, étaient visiblement impatients.

Le conflit entre dans sa cinquième semaine, et encore aucune proposition claire d'action et de mobilisation n'a été prise par l'intersyndicale.

C'est dans cet esprit qu'ils découvrent avec amusement, ironie, et non sans énervement, la présence de Henri Krasuki, du bureau national de la CGT. Un long discours plein de bonnes intentions sera débité par ce grand pont syndical, dans l'indifférence générale, parfois marquée par des exclamations ou applaudissements remplis d'ironie. Krasuki brosse un tableau des luttes dans le pays, où le caractère offensif était balayé au profit de la multiplicité, stigmatisant «l'étranger», cause de tous les maux. Et tout de suite d'être sur la défensive en demandant si c'est du «nationalisme ou de la xénophobie» de parler en ces termes, non sans avoir auparavant demandé que le gouvernement se prononce sur le «volume de production» de la SFP, qui passe de plus en plus au privé et à l'étranger. Il voulait sans doute s'attirer ainsi la sympathie des travailleurs de la SFP, mais ces effets ont été nuls. Nombre de travailleurs se demandaient ce qu'il venait faire à cette assemblée générale, certains allant jusqu'à dire que les élections européennes n'y seraient pas étrangères, et que les thèmes énoncés par Krasuki étaient aussi ceux du PCF, auquel on le sait il appartient également...

ON NOUS MENE EN BATEAU

Quoi qu'il en soit, aucune proposition concrète n'a été faite de la part du représentant du bureau national de la CGT. L'intersyndicale reprenait donc



Les travailleurs de la SFP lors de la manifestation de mercredi dernier.

la parole après que Krasuki s'éclipsait, l'accueil n'étant sans doute pas aussi chaleureux qu'il l'avait souhaité. L'intersyndicale, quant à elle, rendait compte des dernières réunions tenues avec Lecat et Clermont-Tonnerre. Les représentants syndicaux annonçaient qu'ils avaient eu la surprise de voir les syndicalistes de FO et des cadres qui étaient venus pour participer au groupe de travail sur les reclassements éventuels des travailleurs de la SFP. En conséquence de quoi, ils quittaient la réunion. Rien pour l'instant n'est encore sorti des multiples rencontres avec des responsables qui, comme ils l'affirment, n'ont aucun pouvoir de décision...

Aussi la colère monte-t-elle chez les travailleurs de la SFP qui n'ont toujours pas apprécié le fait que l'intersyndicale ait ap-

pelé les chaînes à reprendre, mardi dernier, en attendant le fameux 9 mars date du sursis obtenu par l'intersyndicale pour le dépôt de la demande de licenciement. «On nous mène en bateau» répondent les travailleurs, «de gouvernement avec ses propositions et ses séances bidons, et l'intersyndicale avec son attentisme feint de combativité». Les travailleurs soulèvent aussi le problème de la confusion établie par l'intersyndicale et soigneusement entretenue, sur l'axe des négociations. Doit-il porter sur le volume de production de la SFP, ou sur le refus de tout licenciement ? Pour les travailleurs, ce doit être sur les licenciements, et l'intersyndicale pour sa part ramène toujours le problème au volume de production. Et si les grévistes ont voté massivement la grève, en attendant le résultat

de la rencontre de mardi, sans pour autant se faire d'illusions sur ses débouchés, c'est avec une combativité qui semble intacte, et dans l'espoir et la ferme intention de faire repartir les chaînes, et les divers services de l'ex-ORTF. Reste à y contraindre l'intersyndicale, et à connaître la position des travailleurs des autres chaînes par rapport au rôle qu'on leur fait jouer dans la lutte, malgré eux. L'assemblée générale de mardi sera ainsi, à plus d'un titre, déterminante dans la poursuite du mouvement, à un moment où les attaques du gouvernement se précisent, puisque officiellement TDF (Télédiffusion de France) vient de proposer les services de son futur satellite émetteur à RTL, confirmant la part plus importante pour le privé dans les projets gouvernementaux.

● Camp David : Carter sur les pas de Kissinger ?

Après plusieurs échecs et reculs américains, la chute du Shah d'Iran a sanctionné les faiblesses de la politique extérieure de Carter. A mi-chemin de son mandat présidentiel, celui-ci voit sa popularité tomber au plus bas. La signature des accords de Camp David dont il a fait une affaire personnelle lui apparaît comme le seul moyen de faire pièce à l'offensive soviétique dans le Tiers Monde. Après avoir tenté d'organiser un nouveau sommet Begin-Khalil, il s'est borné à recevoir ce week-end le premier ministre sioniste. Après des heures de négociations, malgré les nouvelles propositions du président américain, Begin a déclaré qu'un accord n'était toujours pas en vue. Carter décidé à payer de sa personne, voulant sans doute imiter les «navettes» de Kissinger, a décidé de se rendre en Egypte puis en Israël à la fin de cette semaine.

● L'Arabie Saoudite veut rétablir des relations avec l'URSS

Selon une interview du ministre des Affaires Etrangères d'Arabie Saoudite, le gouvernement saoudien souhaite rétablir des relations diplomatiques et commerciales avec l'URSS. Le projet correspondrait à un débat qui se déroulerait actuellement dans les milieux dirigeants de ce pays : étant donné la présence soviétique grandissante au Yémen et dans la Corne de l'Afrique, l'Arabie Saoudite entend prendre davantage ses distances par rapport aux USA, d'autant plus que l'exemple de l'Iran lui a montré les limites de la protection américaine. D'autre part, le gouvernement saoudien entend améliorer sa défense et a demandé de nouvelles livraisons d'armes aux Etats-Unis. Cependant il a rejeté l'offre (présentée comme un ballon d'essai) du secrétaire d'Etat US Schlesinger d'une implantation de bases militaires américaines dans la région du Golfe. Cette offre a également été rejetée par les émirats.

● Guerre du porc

Des agriculteurs bretons et d'autres du Nord ont bloqué lundi les postes frontières entre la France et la Belgique pour empêcher l'importation de porcs. Dimanche soir, des camions avaient été arraisonnés. Lundi une cinquantaine de litres de lait français ont été répandus sur la chaussée par des agriculteurs belges. Les CRS ont retiré de l'autoroute des carcasses de porc.

La gendarmerie belge s'est opposée à ce que les CRS pénètrent en territoire belge en pourchassant des agriculteurs français qui bloquaient le poste frontière.

ESPAGNE :

UN ADOLESCENT A ETE TUE

PAR LA POLICE au cours d'une manifestation près de Madrid qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes qui protestaient contre les insuffisances du réseau de distribution d'eau et demandaient une déviation de la route nationale.

Par ailleurs, un général a été tué devant chez lui, en plein centre de Madrid, par trois hommes masqués. Cette action n'a pas encore été revendiquée.

● L'UIS-CFDT de Longwy a décidé une nouvelle opération «coup de poing» pour mercredi 15 heures. Comme l'autre fois, elle a appelé la population à se joindre à cette opération.

Barre à Antenne 2

«La montée du chômage ? Ce n'est pas dramatique»

Décidément, Barre n'intéresse plus grand monde. Si l'on en croit les premiers sondages d'écoute, 85 % des téléspectateurs ont préféré regarder un film sur les autres chaînes plutôt que d'assister à la prestation du Premier ministre sur Antenne 2 lundi soir. Ils ont eu raison. Barre a en effet été égal à lui-même, toujours aussi arrogant, péremptoire, énervant. Arrogant, quand il affirme qu'en Lorraine «il y aura toujours de la sidérurgie» et qu'avec 100 000 sidérurgistes au lieu de 150 000 on peut faire la même production. Arrogant encore quand il dit comprendre «le désarroi de ces hommes et de ces femmes qui, de longue date,

sont attachés à l'activité économique de leur région», mais qu'il décerne des brevets de «bons» et de «mauvais» syndicalistes : «Je me réjouis de constater que de la part des leaders syndicalistes responsables, un appel a été fait contre la montée de la violence. (...) Ces actions de violence sont inspirées par des groupes ou par des équipes qui surgissent brusquement dans les régions du Nord, et qui sont parfois étrangères à ces régions (...) Le gouvernement maintiendra l'ordre».

Arrogant encore quand il estime «pas du tout dramatique» l'augmentation du chômage. Péremptoire, quand il affirme

que «les conditions sont réunies pour que nous ayons dans le courant de cette année une stabilisation du chiffre des demandeurs d'emploi, et peut-être un reflux» ou encore quand il pronostique une décélération de la hausse des prix. Enervant enfin, quand il répète : «Je ne me laisserai ni impressionner par les rumeurs ni intimider par les pressions», ou encore : «Ma solitude n'est qu'apparente, je suis convaincu que les Français savent quelles sont les difficultés du temps présent». C'est justement parce qu'ils savent — et vivent — les difficultés que les travailleurs ne veulent plus de vous, monsieur Barre.

Rectificatif

Dans le «tract commun CFDT-Denain et CFDT-Longwy» publié en page 4 de notre édition d'hier, il fallait lire :

«Nous devons rester vigilants pour que notre combat ne ressorte ni dévié, ni récupéré par des partis accaparés aujourd'hui par la préparation des élections cantonales et européennes...».

SEGUY DIFFICILE A CROIRE...

L'Humanité de mardi publie une longue interview de Séguy, le secrétaire général de la CGT. Celui-ci lance à nouveau de vives attaques contre la CFDT. Se refusant implicitement à faire une distinction entre les propos des dirigeants confédéraux et la pratique réelle de la CFDT sur le terrain, Séguy accuse la CFDT d'accepter les licenciements. Les travailleurs à Longwy et à Denain auront du mal à le croire...

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale
BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais
Agence ZU 470
Compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F -
Paris
Directeur de
Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC -
Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942